

A TOUS LES FRANÇAIS

Pouvoir d'achat : Comment reprendre la main

Le but se situe dans la continuité des Jours Heureux, le programme du CNR* de mars 1944 que l'on adapte au contexte du XXI^e siècle. Pour y arriver, les 3 étapes suivantes sont indispensables :

1- Commission d'enquête publique: dettes publiques/dettes privées

90% de la dette publique provient du remboursement de l'émission monétaire faite d'emprunts -charge de la dette- aux banques privées avec un taux d'intérêt important au lieu d'utiliser les capacités du **Crédit Productif Public**.

L'annulation d'une partie de la dette est possible en se basant sur un principe simple de tri.

> **La dette liée à l'économie physique est légitime**, l'économie a une finalité d'amélioration sociale et environnementale : la dette est liée à une action réelle.

> **La dette liée à la spéculation est illégitime**, aucun lien avec l'activité économique réelle du pays : dette d'écriture présente uniquement sur les ordinateurs des banques.

2- Stricte séparation des activités des banques : Glass-Steagall

Le but : 1/ protéger les dépôts des français (épargne, salaire, retraite...) des spéculateurs qui jouent avec
2/ également remettre les banques au travail (soutien à l'économie réelle)

La séparation stricte entre notre argent et leur casino est une règle d'urgence saine qui consiste à séparer la banque de dépôt de la banque d'affaires spéculative.

La séparation stricte, c'est la mise en faillite organisée **quand la banque spéculative essuie des pertes au casino financier** et devient insolvable : **il n'y a pas d'impact sur l'argent des gens**.

La séparation STRICTE empêche la garantie des risques de la partie spéculative. Le vrai rôle d'une banque c'est de **prêter aux gens et aux entreprises plutôt que jouer sur les marchés**.

Les peuples n'ont pas à renflouer les banques en faillite ni via les Etats ni via la spoliation des dépôts ou le vol de l'épargne avec les taux négatifs. **Quand on renfloue sans avoir d'argent on impose l'austérité** pour le trouver et on détruit la société : lits d'hôpitaux et personnel en moins ... Cela n'est pas juste.

3 La banque nationale émet du Crédit Public pour du travail

L'Etat doit pouvoir émettre du crédit pour orienter l'argent vers les projets à finalité sociale et environnementale. C'est-à-dire équiper la société d'un socle de base améliorant la qualité de vie : Transport ferroviaire, hôpital, école, centrale nucléaire, recherche ... Ainsi, **des emplois sont créés, le chômage diminue et les salaires augmentent.**

L'argent ne va plus à la spéculation, mais au développement de l'économie physique réelle pour **construire le monde de demain basé sur l'humain.**

Pour y arriver, nous devons :

> **rompre avec le Traité de Lisbonne** et les autres traités européens qui l'interdisent,

> **abroger les lois qui interdisent à la Banque de France de soutenir l'économie réelle**

> **protéger les dépôts** du Bail-in qui est la spoliation des dépôts en cas de faillite d'une banque.

> **rétablir une vraie banque nationale sous contrôle citoyen pour notre Pouvoir d'Achat.**

Notre PLAN : une vraie Banque nationale

Le crédit public pour de vrais investissements
garantit le pouvoir d'achat



100 MILLIARDS / AN
Crées en anticipation des richesses générées * soit 4,5% du PIB contre 5% du PIB lors du New Deal de Roosevelt



HAUSSE DU NIVEAU DE VIE
Elle donne sa valeur au crédit et constitue sa contrepartie réelle

gdfontaines.fr
Législatives 2022
Tarn et Garonne
Circonscription 1
SP
Solidarité & progrès

Lettre Ouverte

À Valérie Rabault députée de la 1ère circonscription du Tarn et Garonne, **membre de la Commission des finances**, économie générale et contrôle budgétaire.

Par Jean-François Grilhault des Fontaines candidat Solidarité et Progrès et Vincent Crousier co-listier aux législatives de 2022.

Publiée dans Petit Journal du T&G, le 06 mai 2022

rendre
l'argent au PEUPLE

Le 18 janvier 2022, sur le site Societal, vous vous êtes exprimée sur la dette française et comment la résorber. Le propos est intéressant, mais vous traitez cette question comme s'il fallait « réinventer l'eau chaude ». Allons droit au but, si vous voulez bien.

Vous parlez de « la dette » comme s'il s'agissait d'une entité monobloc, homogène. Or, il y a des dettes d'ordre spéculatives – que le peuple français n'a pas à rembourser – et les dettes productives, qui bénéficient à la société et doivent être honorées. Le précédent récent le plus connu au monde en matière d'annulation de dette et d'élimination de la spéculation de la vie des ménages, c'est la loi américaine Glass-Steagall promulguée le 16 juin 1933. Elle a été reprise en Droit français le 2 décembre 1945, avec la loi 45-15 relative à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit. Ainsi étaient concrétisées les résolutions prises sous l'occupation par le Conseil national de la Résistance.

Pour trier ces dettes, il faudra nécessairement que des banquiers comparaissent en Justice, à l'instar de la Commission Pecora, diffusée en direct à la télévision en 1933 aux Etats-Unis. Cela changera de la commission de 2012, où on s'attendait presque à ce que des petits fours soient servis aux banquiers...

Il n'y a donc pas « la » dette, mais « des » dettes. Ensuite vous parlez de « créer de la valeur ». Comme vous le dites de manière politiquement correcte: « c'est principalement notre faible niveau de croissance potentielle qui rend notre niveau actuel de dette publique problématique. » En langage de tous les jours: notre dette est irremboursable car en France, on ne fabrique plus rien. Alors fabriquons... mais pas selon n'importe quels critères! Depuis les travaux de l'économiste Lyndon LaRouche, on sait que la croissance physique ne peut être fondée que sur la meilleure densité de flux d'énergie qui soit, afin de produire mieux, beaucoup mieux (pour que tout le monde ait accès à l'énergie, à l'eau, à la nourriture, la santé...) et donc consommer mieux. Du point de vue industriel, cette densité s'appelle le nucléaire de IV^e génération, domaine dans lequel nous nous sommes fait doubler à force de nous focaliser sur la si mal nommée ingénierie... financière. Concrètement, il va donc falloir sortir les pelleuses, l'ingénierie scientifique et technique et se remonter les manches. C'est vous-même qui en appelez au « renforcement de nos capacités scientifiques et

techniques » ou à notre « grande tradition d'innovation scientifique et industrielle ». Dont acte.

Enfin, vous dites : « Concrètement, il faut dégager au moins 50 milliards d'euros par an, d'investissement public productif [...]. J'ai bien conscience que c'est beaucoup d'argent. »

Voilà donc ce qu'est devenu le socialisme : affirmer que 50 milliards d'euros par an d'investissement, c'est « un pognon de dingue ». Et si vous commenciez par colmater les fuites... de capitaux ? Que représentent à vos yeux les 100 milliards/an d'évasion fiscale ? Ou les milliers de milliards dépensés via nos impôts depuis la crise financière de 2008 pour renflouer ces méga banques en faillite ? Ces mêmes banques que vous avez accompagnées en maison de retraite dorée avec votre fausse séparation bancaire de 2012 ?

Donc :

- 1) Appliquez Glass-Steagall pour faire le distinguo entre dette spéculative (on dégage) et dette productive (on garde),
- 2) Au niveau des banques, séparez la partie « Affaires » de la partie « dépôts », chose que vous auriez dû faire il y a précisément dix ans,
- 3) Une fois nettoyées les écuries d'Augias, investissez à 100 milliards d'euros /an dans le nucléaire, les infrastructures, l'éducation, l'hôpital... La valeur créée sera telle que ce sera très vite remboursé, n'ayez crainte.

Où trouver ces 100 milliards me direz-vous ? Là où la France les trouva pendant plus de trente années : grâce à une Banque Nationale sous contrôle citoyen émettant spécifiquement de « l'investissement public productif » - pour reprendre vos propres mots – avec pour premier critère, la densité de flux d'énergie. Cette densité pouvant être physique (nucléaire), intellectuelle (l'Ecole), sanitaire (hôpitaux) etc. En effet, dans la mesure où ce critère est rempli, l'émission de crédit (et non de « monnaie ») est intrinsèquement anti-inflationniste, puisque seule une forte valeur est créée, donc permet le remboursement dudit crédit. Voilà la direction. Voilà l'engagement de notre candidature, Vincent Crousier comme co-listier et moi-même, candidat Solidarité et Progrès pour cette législative sur la circonscription 1 du Tarn et Garonne.

Jean-François Grilhault des Fontaines

Courrier à envoyer à la permanence de Mme la Députée : Valérie Rabault, 54 rue de la République - 82000 MONTAUBAN avec copie à Solidarité et Progrès BP 27 - 92114 Clichy Cedex

Date : _____ Ville : _____

Nom - Prénom : _____ Signature : _____

Je soutiens qu'il faut d'urgence une enquête sur la dette, séparer les activités des banques, renationaliser la banque de France, émettre du crédit productif public vers des politiques d'investissements utiles à l'homme et la nature, pour augmenter les emplois qualifiés et garantir le pouvoir d'achat.